

*Questions orales*

**M. Ritchie:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Est-ce que le premier ministre et le gouvernement considèrent que cette mise au point est conforme aux règles et aux usages diplomatiques?

[Français]

**M. Trudeau:** Eh bien, monsieur le président, je pense que la question des médailles, encore une fois, est moins importante pour les gens du Québec que les investissements. Or, on sait que la France a beaucoup d'investissements dans les autres provinces du Canada, mais au Québec on pense apparemment que le gouvernement va se satisfaire de médailles. Je ne crois pas que la chose ait plus d'importance que cela.

\* \* \*

[Traduction]

**LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA**

LE CAMBRIOLAGE À L'AGENCE DE PRESSE LIBRE—LA COMMUNICATION DE LA LETTRE DE L'INSPECTEUR VERMETTE

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. On lui a certainement signalé que six semaines après l'entrée avec effraction à l'APLQ, l'inspecteur supérieur Vermette a écrit au quartier général de la GRC à Ottawa pour recommander que les faits relatifs à l'entrée avec effraction soient communiqués au premier ministre ou au conseil de sécurité «à cause du climat politique actuel». J'aimerais demander au premier ministre s'il a fait des démarches pour voir si le message de l'inspecteur Vermette a été communiqué à un membre quelconque de la GRC et dans l'affirmative lequel.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, vu que le député a demandé si le message avait été communiqué à un membre de la GRC, je pense que la question devrait être posée au solliciteur général. En ce qui concerne mon cabinet et moi-même, nous avons vérifié nos dossiers et nous n'avons reçu aucun message de ce genre.

**M. Brewin:** J'aimerais poser une question supplémentaire qui, selon moi, a trait directement au premier ministre et à ses fonctions. Le message suggérait aussi de signaler l'affaire à M. Walter Luyendyk qui, si je ne m'abuse, était à l'époque secrétaire adjoint du comité de la sécurité et des renseignements du cabinet. Le premier ministre peut-il dire si le cambriolage a été en fait signalé au secrétaire adjoint du comité du cabinet à ce moment-là?

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, je m'en assurerai. L'affaire ne m'a certainement pas été rapportée à moi et je doute fort qu'elle l'ait été au secrétaire adjoint du cabinet.

\* \* \*

[Français]

**LES AÉROPORTS**

ON DEMANDE QUE LA PISTE DE SAINT-LÉONARD SOIT ALLONGÉE DE 2.000 PIEDS

**M. Eymard Corbin (Madawaska-Victoria):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Considérant que la construction d'une piste de 4,000 pieds est présentement en cours à Saint-Léonard pour l'aéroport du nord-ouest du Nouveau-Brunswick, et considérant que la Eastern Provincial Airways a présenté une demande à la Commission des transports pour ajouter Saint-Léonard à son horaire des vols, le ministre est-il disposé à recommander immédiatement l'extension de la piste à 6,000 pieds et d'aller de l'avant aussi avec d'autres projets aéroportuaires dans la région atlantique, ce qui aurait pour conséquence d'améliorer considérablement les chances de survie du transporteur régional reconnu par le gouvernement?

[Traduction]

**L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je suis tout à fait disposé à discuter de la possibilité de construire à Saint-Léonard une piste d'atterrissage encore plus longue que celle qui est maintenant prévue. Je me rendrai à Grand Falls le 21 novembre et je discuterai volontiers de la question avec la commission de l'aéroport à ce moment-là. Bien entendu, nous nous occupons beaucoup en ce moment des aéroports de la région de l'Atlantique. En plus des projets d'amélioration à Saint-Léonard, des travaux se poursuivent à Charlo, à Wabush et à Gander. En outre, nous avons annoncé aujourd'hui notre décision d'apporter des améliorations importantes à l'aéroport de l'Île-du-Prince-Édouard.

\* \* \*

**LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA**

LE CAMBRIOLAGE À L'AGENCE DE PRESSE LIBRE—DEMANDE DE RAPPORT SUR LA COMMUNICATION DE LA LETTRE DE L'INSPECTEUR VERMETTE

**M. Joe Clark (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre qui fait pendant à celles du député de Greenwood. Dans sa réponse, le premier ministre a certifié qu'il n'avait jamais reçu le message auquel le député a fait allusion. Comme il a sans doute eu l'occasion de le voir dans les journaux, on avait recommandé de l'envoyer au premier ministre et aux ministres. Je suppose que le premier ministre s'est également renseigné pour ses ministres puisqu'il a essayé de savoir ce qui s'était passé dans son propre cas. Peut-il nous certifier catégoriquement que ses ministres n'ont pas reçu le message non plus? S'il ne peut pas le faire aujourd'hui-même, nous promet-il de le faire demain? Sauf erreur, il doit à nouveau s'absenter demain; il pourrait donc charger un de ses collaborateurs de nous dire si un ministre ou si le représentant du comité de la sécurité et des renseignements du cabinet a reçu un message.

● (1452)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, en ce qui a trait à la première partie de la question, je viens de promettre au député de Greenwood de faire rapport à ce sujet. Quant aux autres ministres, à part moi-même, c'est au solliciteur général que la question devrait s'adresser. Celui-ci a déjà déclaré qu'il n'avait jamais reçu cette communication. Je puis lui demander de vous réitérer cette assurance.